

Faites-moi lire, SVP!



PB-PP | BC 1757  
BELGIE(N)-BELGIQUE

Courcelles 1  
N° d'agrégation : P 202127

# Nouvelles

## Mensuel de l'ASBL « Le Progrès »

(pas de parution en juillet) – Dépôt : 6180 Courcelles  
Publication réalisée avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Éditeur responsable : Robert Tangre  
**Rue Julien Lahaut, 11 – 6020 Dampremy**  
Tél. : 071 30 39 12  
Fax : 071 30 58 30  
E-mail : robert.tangre@gmail.com  
Banque : BE17 0682 0138 1121

## Nouvelles

n° 217 – Octobre 2018

### Dossier :

Historique de l'Ordre des Chevaliers du Travail.

### Société

Uber, Ryanair et consorts : quel est le problème ?

Jean Ziegler : « Les oligarchies financières détiennent le pouvoir, pas le ministre de l'Écologie »

### Nos activités

La planification, un angle mort à gauche.

La fraude fiscale, priorité du politique ?  
« Une escroquerie intellectuelle »

### Activités novembre 2018



## DOSSIER

### L'ORDRE DES CHEVALIERS DU TRAVAIL AUX ETATS-UNIS.

*Les activités de l'asbl Le Progrès de Dampremy s'organisent dans une Maison du Peuple « Le Nouvelle Vigilance ». Ce grand bâtiment fut construit vers 1890 par les Chevaliers du Travail. Mais qui sont ces derniers ? Le document que nous allons publier par étapes va les faire revivre. Bonne lecture*

A cette époque, les Etats-Unis connaissaient une marche rapide dans le développement économique et la concentration capitaliste en contraste avec le poids des vieilles traditions européennes importées avec le flot des immigrants. Ils étaient de ce fait un véritable creuset pour le nouveau monde industriel et les reliquats du passé. Et cela entraînait à la fois une grande vitalité dans l'action et une grande confusion idéologique.

Le développement du syndicalisme va aller de pair avec l'essor industriel mais ne trouvera ses bases solides qu'après la guerre civile de 1861-1865. 1866



The «Noble Order of Knights of Labor» (Le Noble Ordre des Chevaliers du Travail) eut une influence considérable aux Etats-Unis pendant la période allant de 1870 à 1890. Cet Ordre appartient actuellement à la légende compte tenu des batailles qu'il a livrées, de ses filiations internationales et du mystère qui a entouré son fonctionnement.

voit notamment la naissance du Syndicat National du Travail, organisé par William H. Sylvis, dans un contexte de troubles sociaux, politiques et raciaux.

La naissance de la Chevalerie du Travail va être précédée d'une longue période de gestation.

## Nouvelles

C'est le 25 novembre 1869, qu'à Philadelphie Uriah S. Stephens (qui a une formation de pasteur baptiste) crée une société ouvrière secrète - un petit syndicat local d'ouvriers de l'habillement - devant le peu de résultats de l'action syndicale et devant la répression dont sont victimes les membres d'associations ouvrières luttant au grand jour.

Notons qu'au cours de cette même année 1869, le 6 septembre, se tient à Bâle le quatrième Congrès de l'Association Internationale des Travailleurs, ce qui laisse supposer que le monde ouvrier est alors en effervescence.

Les adhérents à l'ordre s'engagent par un serment solennel sur la Bible à garder le secret total sur les buts et les activités de l'association. Le secret rituel des sociétés maçonniques et des groupements mystiques va, à cette occasion, être transféré dans les domaines social et syndical. Ce secret pouvait à la fois frapper l'esprit des nouveaux venus et permettre d'échapper à la répression patronale et étatique. Et effectivement, le secret a permis ultérieurement de protéger les travailleurs menacés par les lock-outs, les listes noires et la persécution légale.

L'Ordre des Chevaliers du Travail permit ainsi, dès sa création, d'utiliser la puissance de l'effort organisé et de la solidarité face au patronat. Après quelques mois d'existence, l'ordre ne compte que 28 membres. Trois ans plus tard, Stephens cède la maîtrise à Macauley à l'occasion de la création de la première assemblée locale du «Noble Order of Knights of Labor». En 1874, on compte 52 assemblées locales à Philadelphie et 250 réparties dans tout le territoire



des Etats-Unis.

L'accroissement devient considérable en 1878 et la grande maîtrise de l'ordre passe aux mains de T. W. Powderly - ouvrier mécanicien - lequel va supprimer le serment sur la Bible et révéler publiquement le nom et les buts poursuivis par l'ordre. Cette réforme va nettement favoriser le développement ultérieur de l'ordre et sa popularité.

L'idéalisme de l'association, basé sur la solidarité, soutint les efforts accomplis pour faire adhérer les noirs - anciens esclaves - aux côtés des ouvriers blancs. La fondation de l'ordre répondait ainsi à la nécessité de créer une organisation ouvrière ouverte à tous, tant aux professionnels privilégiés qu'aux ouvriers non qualifiés et aux parias.

A cette époque, les travailleurs qualifiés et les artisans étaient en effet repliés dans des groupements de métiers avec de fortes tendances corporatives et, à l'inverse, les ouvriers, refoulés de ce type de syndicats, voulaient s'unir aux travailleurs organisés, notamment pour pouvoir user du droit de grève.

L'idéal de coopération de l'association amenait celle-ci à vouloir grouper tous les membres producteurs de la société pour dominer tout le marché et organiser la production sur une base coopérative.

Par ailleurs, l'ordre affichait une philosophie de fraternité et de solidarité universelle voisine de celle de l'église baptiste. Signalons enfin, sans entrer dans la description de ses structures, que l'ordre était ouvert à tout travailleur, même non salarié, qualifié ou non, noir ou blanc, et même à des professions libérales à l'exception des commerçants de boissons alcooliques, des juristes, des banquiers et des joueurs professionnels !

Engels qui reconnaissait à l'ordre une force sociale réelle, lui reprochait par contre sa confusion idéologique.

En fait, les Chevaliers du Travail américains n'ont guère été appréciés par la gauche européenne et ils ont été pratiquement ignorés par les historiens de l'Internationale.

Leurs aspirations idéalistes et chevaleresques, leur conception mystique de la solidarité ne cadraient guère avec les conditions objectives créées par



le développement industriel et un capitalisme sauvage.

Ce qui avait fait dire à Georges Sorel : »Le socialisme américain paraît être jusqu'ici quelque chose de bien vague«.

Les réformes subies par l'ordre en 1878 vont permettre une participation plus active de l'association et de ses travailleurs non qualifiés à la lame de fond sociale qui se développe. Dans un contexte de crise économique avec chômage et grande misère et dans celui d'une grande agitation ouvrière pour les «huit heures», l'ordre fait un travail important de propagande et de gestion. Cela prépare l'essor qu'il va connaître les années suivantes : 50.000 membres en 1883, 100.000 en 1885 et 729.000 en 1886.

La répression des journées tragiques de Chicago, le 4 mai 1886, fut considérable et impressionna fortement l'ensemble du mouvement ouvrier européen (Le 1er mai deviendra une journée internationale de lutte et de revendication) Les Chevaliers du Travail furent, à cette occasion, voués à l'exécration générale. D'autre part, les travailleurs avaient surtout besoin d'une organisation syndicale qui concentrait ses efforts sur l'amélioration des salaires et la diminution de la journée de travail.

La décadence de l'ordre des Chevaliers du Travail s'amorce et va se précipiter. De plus de 700.000 membres en 1886, l'association n'en compte plus que 260.000 en 1888, 100.000 en 1890 ; 10.000 en 1919 et elle n'est plus mentionnée dans l'American Year Book en 1932.

Ces notes ont été rédigées avec l'aide :  
D'un article de R. Abs «Les Chevaliers du Travail» dans la Pensée et les hommes d'août 1972. et du livre de Maurice Dommaget «La Chevalerie du Travail française 1893-1911 Contribution à l'histoire du socialisme et du mouvement ouvrier, Editions Rencontre à Lausanne

### CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE DANS LEQUEL NAÎT LA CHEVALERIE DU TRAVAIL À LA FIN DU XIX ÈME SIÈCLE.

Citons d'abord ce qu'en dit Joël Michel en introduisant son article sur la Chevalerie du Travail à Charleroi (La Chevalerie du Travail – Force ou faiblesse du mouvement ouvrier belge – Revue belge d'histoire contemporaine, 1978, 1-2, p. 1 20.) :

*... le foisonnement et la dispersion du mouvement ouvrier belge semble offrir la gamme complète des expériences du socialisme européen, de l'organisation professionnelle la plus sage à la tentation anarchiste ; d'où l'image fréquemment employée du « microcosme belge » dont chaque élément reflète et illustre un grand courant européen.*



*La Chevalerie du Travail est un mouvement original plus difficile à classer, car elle a façonné le mouvement ouvrier dans le bassin de Charleroi à un degré et dans des formes dont les autres branches européennes de cette organisation, née aux Etats-Unis, n'offrent aucun équivalent.*

Les ouvriers verriers belges du bassin industriel de Charleroi bénéficient en 1884 de la solidarité prolétarienne des ouvriers verriers américains par les liens qui existent, depuis 1882, avec l'organisation américaine des Chevaliers du Travail. Ces liens vont finalement se révéler peu consistants et se rompre quasi complètement en 1889.

## Nouvelles

Par contre la Chevalerie du Travail va connaître à Charleroi un nouveau développement en recrutant essentiellement des ouvriers mineurs et former une organisation qui va se trouver nettement en avance par rapport au mouvement syndical et qui va jalousement préserver son indépendance jusqu'en 1905.

La Belgique qui, dans de nombreux domaines (charbon extrait, production industrielle et exploitation surtout si on analyse ces domaines par rapport au nombre d'habitants) est longtemps le deuxième pays industriel dans le monde, reste par contre le pays le plus conservateur, voire, avant la première guerre mondiale, le plus arriéré au point de vue politique et social.

(Jean Puissant dans les « Cahiers marxistes » de mars-avril 1985, n°131-132, p.22.)

C'est surtout la Wallonie qui connaît un essor industriel impressionnant. Entre 1850 et 1875, la force motrice utilisée par l'industrie et les moyens de communication décuple, la production de houille triple, le réseau ferroviaire passe de 1.000 km à 3.500 km ... Au début du XIXème siècle, l'industrie

charbonnière occupe moins de 30.000 ouvriers. A la fin du siècle, elle en occupe trois fois plus. Le progrès technique y est par ailleurs spectaculaire – fonçage à niveau plein, cuvelage en fonte, perforation mécanique à air comprimé, perfectionnements dans l'aérage et le fonctionnement des cages, etc...

Le Pays de Charleroi va être une des premières régions à s'engager dans un processus d'industrialisation dont le charbon, le fer et le verre sont les éléments moteurs. Il connaît une croissance démographique spectaculaire en grande partie due à l'immigration.

La proportion d'analphabètes est élevée : 47,4% contre une moyenne nationale de 42,2%.

A la fin du siècle, Charleroi représente le tiers du potentiel industriel belge avec essentiellement des produits bruts et demi-fines. Cela représente 1/3 des mines, 4/10 de la sidérurgie, 7/10 de la verrerie, 114 de la carbochimie et de la chimie, 1110 de la métallurgie et de la construction mécanique. En 1880, sur un total de 55.195 ouvriers, 34.454 travaillent dans les charbonnages, 6.879 en sidérurgie, 6.514 en verrerie...



### SITUATION POLITICO-SOCIALE DE LA CLASSE OUVRIÈRE.

Jean Puissant a bien résumé cette situation.

Tous les témoignages de l'époque confirment l'extrême dénuement de la classe ouvrière : semaines de 72 heures de travail contrastant avec un chômage chronique, ressources dérisoires, logements insalubres, nourriture insuffisante, accidents du travail multiples, dégradation de l'état de santé ...

Les enfants ne sont pas ménagés. Jean Neuville rappelle que le recensement de l'industrie en 1846 révélait que sur un total de 314.842 ouvriers, 66.385 avaient moins de 16 ans. Les bas salaires rendent l'appoint du travail des enfants nécessaire à l'équilibre précaire du budget familial. Il n'était pas rare de voir des enfants travailler à l'âge de 7-8 ans, voire même de 5-6 ans, en particulier à la campagne, dans les ateliers familiaux, dans les petites et moyennes entreprises. Vers 1880, dans les grands établissements industriels, les enfants sont généralement admis après leur communion, à l'âge de 10 ans pour le fond de la mine.

Mal nourris, mal vêtus, mal logés, les ouvriers sont frappés par les maladies sociales de cette époque : maladies chroniques et tuberculose... et par les maladies et accidents de travail. A cela s'ajoutaient l'alcoolisme et la prostitution, parfois volontaire mais souvent sous la contrainte d'un contremaître ou d'un patron.

De nombreux témoignages existent - signalons entre autres celui du Dr Schoenfeld dans une «Enquête sur les conditions des classes ouvrières et le travail des enfants» datant de 1846, du Dr Hanot dans un mémoire «De la mortalité des ouvriers mineurs» datant également de 1846, celui du professeur Gisbert Fossion de l'U.L.G. dans un «Rapport sur la condition des ouvriers et le travail des enfants dans les manufactures, mines et usines de la province de Liège» datant de 1845.

Un carcan politico-juridique empêche par ailleurs toute expression de mécontentement et de changement de la situation. L'article 415 du Code pénal précise que «toute coalition de la part des ouvriers, pour cesser en même temps le travail dans certains ateliers, empêcher de s'y rendre et d'y rester après certaines heures, sera punie d'un emprisonnement d'un mois au moins et de trois mois au plus» Les chefs, eux, seront punis «d'un

emprisonnement de deux à cinq ans.

Du point de vue de la protection sociale, c'est le vide presque absolu. Quelques caisses de secours mutuels existent. Une loi organique a installé des Prud'hommes mais ceux-ci ne seront pas paritaires jusqu'au 7 février 1886. Toutes les tentatives d'interventions publiques sont vouées à l'échec devant le mépris et l'arrogance du monde patronal et politique.

Avant 1886, l'organisation du mouvement ouvrier n'est pas suffisante pour lui permettre de modifier la situation et imposer à l'Etat une intervention dans le domaine économique et social.

Il n'est dès lors guère étonnant que la classe ouvrière wallonne, minée par la misère et galvanisée par un messianisme politique, soit constamment en effervescence avec des troubles sociaux ininterrompus de 1884 à 1889.

### L'UNION VERRIÈRE DE CHARLEROI ADHÈRE À L'ORDRE DES CHEVALIERS DU TRAVAIL

Les ouvriers verriers belges de la région de Charleroi furent les premiers à adhérer aux formes



## Nouvelles

d'organisation de la Chevalerie du Travail.

Deux facteurs ont probablement favorisé cette adhésion

-le caractère international du marché du verre à vitres avec des fluctuations internationales de la main d'œuvre et l'action de la concurrence étrangère,

-le séjour de verriers belges aux Etats-Unis, revenant par la suite au pays, vraisemblablement déjà affiliés aux Knights of Labor.

Déjà en 1879, Jules Bufquin des Essarts, journaliste du Journal de Charleroi, avait donné une conférence à Charleroi sur l'organisation des Chevaliers du Travail américains et celle-ci avait fait l'objet d'une brochure populaire largement diffusée. Jules des Essarts défend un programme progressiste comportant le suffrage universel, un enseignement laïque et gratuit, une réforme des caisses patronales de prévoyance, la suppression du livret ouvrier ...

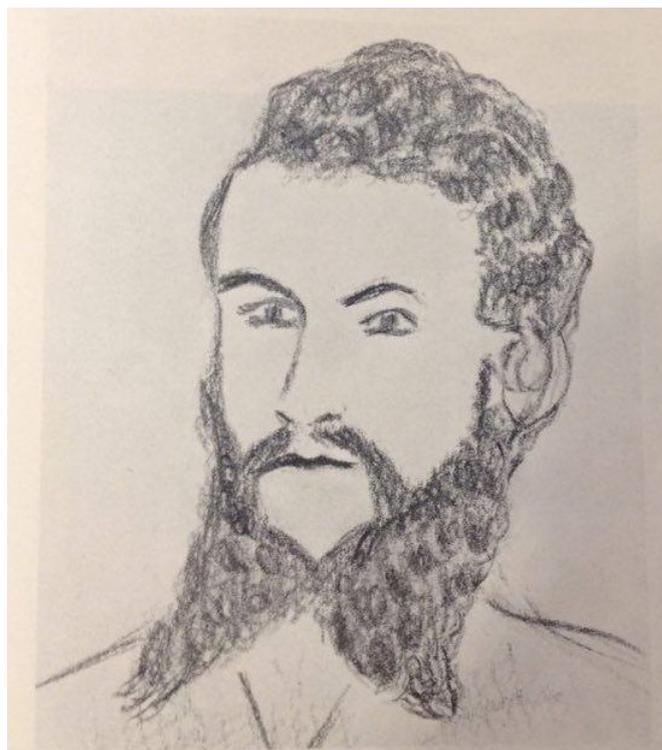
Ajoutons à cela qu'Albert Delwarte - et son café-restaurant au Chenois à Lodelinsart - va jouer un rôle important dans la création d'une nouvelle Union verrière et dans son adhésion par la suite à la Chevalerie du Travail.

Albert Delwarte, né le 18 septembre 1847 à Fayt-lez-Manage, est un ancien secrétaire de la fédération du bassin de Charleroi de la 1ère Internationale ouvrière. C'est aussi un libre penseur qui fonde en juillet 1879 une organisation rationaliste à Charleroi 1«Emancipation». Ses préoccupations paraissent à l'époque plus philosophiques que politiques. Pendant trois ans il va consacrer une grande partie de son activité à faire des conférences.

L'année 1882 connaît une effervescence politique chez les libres penseurs mais aussi chez les ouvriers verriers. Ceux-ci sont, depuis 1878, inquiets de voir s'installer des «fours à bassin» 1 entraînant une nouvelle organisation du travail et des pressions sur les salaires.

### **ALBERT DELWARTE SE COMPORTE EN CHEF.**

Il organise avec O. Falleur et X. Schmidt une centaine de réunions de verriers et met en route une pétition pour réclamer un Conseil de Prud'hommes. C'est à cette époque, que les ouvriers verriers de Charleroi



envoient à titre de solidarité une somme de 1.000 F. à l'Union verrière américaine en grève.

Les ouvriers verriers, qui se réunissent fréquemment dans le café d'Albert Delwarte au Chenois de Lodelinsart, décident de créer une société de résistance et y fondent le 1er avril 1882 l'Union verrière. De son côté, la fédération rationaliste s'intéresse davantage au social et se déclare proche du socialisme.

Delwarte obtient sans discussion la présidence de l'Union, Falleur devient secrétaire assisté de L. Jaquet, Gilbert et La Chapelle seront les trésoriers.

A ce moment, l'Union verrière groupe essentiellement des souffleurs et cueilleurs de verre c'est-à-dire une main d'œuvre spécialisée, l'élite ouvrière. Elle défend donc le maintien des hauts salaires et des prérogatives ouvrières hiérarchiques. Pour être admis dans l'Union, il fallait avoir terminé son apprentissage. Dès la fondation du syndicat, Delwarte plaide pour une alliance avec les Chevaliers du Travail américains. De part et d'autre de l'Atlantique, les sentiments corporatistes des verriers s'identifient pleinement.

L'Union verrière augmente rapidement le nombre de ses affiliés et fixe son siège en 1883 au Café Central à Charleroi (café où se tiennent également les réunions de la fédération rationaliste). Jules des Essarts suit passionnément les réunions de l'Union verrière dont l'avocat s'appelle Jules Destrée.

## Nouvelles

C'est le 10 juillet 1883 qu'est décidée la fin officielle du régime des livrets ouvriers mais cette mesure ne va guère être respectée dans la pratique patronale.

En mars 1884, une chute de l'exportation du verre belge, vu la concurrence internationale, amène les patrons verriers à réduire fortement la masse salariale et à éteindre 37 fours sur 167.

En plus des baisses de salaire, 1.200 verriers sont de ce fait mis au chômage.

L'Union verrière propose au patronat d'adopter un système dit «travail à deux pour un» c'est-à-dire que chaque ouvrier contractuel ait une doublure. Cela est refusé.

### **C'EST DONC LE CONFLIT.**

L'Union verrière décide la grève et obtient rapidement des gages concrets de solidarité internationale : soutien financier des verriers d'Aniche (Douai) et de ceux de Pittsburg. Deux délégués américains, Isaac Cline et Andrew Burt, viennent à Charleroi - ils donnent 10-000 F. à l'Union, annoncent 600 à 700 places vacantes aux Etats-Unis, s'engageant à payer le voyage aux immigrants. La grève se termine quand les souffleurs retrouvent un travail à plein temps.

L'Union verrière acquiert plus de prestige et se renforce passant de 1.500 à 2.700 membres.

A la suite de cette grève et après une solide initiation par le frère Donney des Knights of Labor, l'Union verrière va adhérer en mai 1884 à l'Ordre des Chevaliers du Travail sous le nom «d'Assemblée des verriers à vitres belges» ou «Eurêka» avec le no 3628, adoptant ainsi un style de société secrète



Xavier Schmidt, Oscar Falleur et leur défenseur, maître Englebienne (H. Pirenne: « Histoire de Belgique », volume IV, page 197).

rappelant celui des compagnonnages. (Nous en reparlerons à propos des ouvriers mineurs). Le président Albert Delwarte en devient le «grand maître» belge. Lorsque Isaac Cline et Andrew Burt étaient venus à Charleroi, ils avaient le dessein de créer une internationale des ouvriers verriers.

Un congrès préparatoire se tint à Charleroi avec des délégués belges anglais, américains, français et italiens - l'ordre connaissait en effet à cette époque des organisations dans de nombreux pays, en Angleterre et en Irlande, en Australie et en Nouvelle-Zélande, en Italie et en Allemagne, en Catalogne et en France ... Une Fédération Universelle des verriers à vitres fut ainsi créée. Albert Delwarte en fut nommé le secrétaire.

Le 5 avril 1885, se tient à Bruxelles au café du Cygne situé sur la Grand Place, un congrès des organisations ouvrières et socialistes qui décide de la fondation du Parti Ouvrier Belge.

Parmi les délégués figurent les représentants de l'Union verrière A. Delwarte et O. Falleur.

A cette occasion Delwarte devient propagandiste du P.O.B., tout en restant l'organisateur général pour l'Europe de l'Ordre des Chevaliers du Travail.

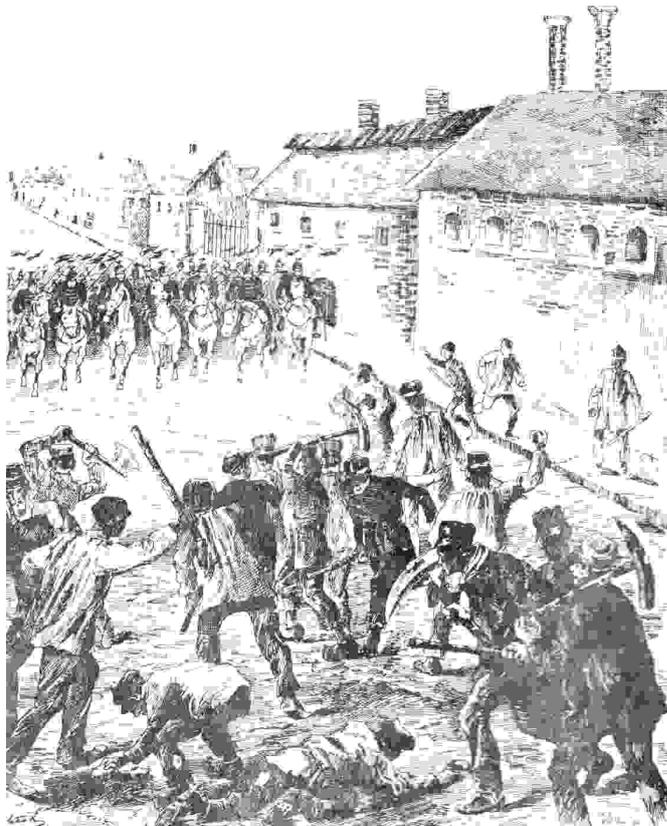
Socialistes, Delwarte et Falleur vont s'efforcer d'atténuer le caractère corporatiste et élitiste du syndicat des verriers en y incorporant des ouvriers moins qualifiés et en opposition avec certains souffleurs.

*1. Le four à bassin est une grande cuve, chauffée au gaz, de 20 à 28 m. de longueur sur 4 à 6 m. de largeur, contenant 250.000 à 400.000 de verre fondu, alimenté continuellement en matières premières. La construction d'un four de ce type exige un investissement énorme, ce qui va modifier la structure et le nombre des verreries en concentrant l'industrie du verre. De 1882 à 1887, le nombre des firmes diminue de moitié mais le nombre d'emplois double.*

### **LE SOULÈVEMENT OUVRIER DE MARS 1886 À LIÈGE ET À CHARLEROI.**

Nous ne ferons ici que d'évoquer ces événements. Pour plus de détails, il est utile de consulter notamment : « Histoire de la démocratie et du

socialisme » de Louis Bertrand, Tome 11, pages 393 et suivantes « La révolte des damnés de la terre » de D. Pector et E. Fourier, Edition Le progrès et la



F.J.J., 1986 « Les émeutes de mars 1886 du Pays de Charleroi », article de J.L. Delaet dans « Fournies et les Premiers Mai », ouvrage collectif sous la direction de M. Rébérioux, Ed. de l'Atelier, 1994.

A la veille des événements de mars 1886, la production et les conditions de travail dans l'industrie verrière se sont profondément et durablement modifiées en raison d'importantes avancées techniques.

Nous avons évoqué plus haut les répercussions sociales de l'introduction du « four à bassin », lequel avait déjà été installé depuis 1881 par Eugène Baudoux à la place du « four à creuset ».

Cette modification dans la production entraînait la parcellisation du travail et un travail continu en trois équipes. Une autre conséquence était la spécialisation accrue de la production : la verrerie à vitres devenant le monopole du bassin de Charleroi, la gobeleterie celui de la région du Centre et du Val St-Lambert, la glacerie celui de la Basse-Sambre.

Si à la fin de 1885 s'amorce une sortie progressive de la crise, par contre, l'emploi a diminué de plus de 30% à certains endroits et les conditions de vie

## Nouvelles

précaires de la classe ouvrière atteignent un niveau dramatique.

Les travailleurs vont vivement réagir aux modifications de leurs conditions de travail et à la baisse des salaires. Le 18 mars 1886, une manifestation de sans travail à Liège, convoquée par un groupe anarchiste pour commémorer le 15ème anniversaire de la Commune, met le feu aux poudres déclenchant des troubles et une grève générale.

Les nouvelles de Liège suscitent une vive émotion chez les travailleurs de Charleroi, du Centre et du Borinage. La grève s'étend à de nombreux charbonnages. Tout le bassin de Charleroi connaît la violence et est parcouru par de nombreuses bandes d'ouvriers révoltés qui mettent à sac des usines, incendient des châteaux et des bâtiments industriels.

La répression sera impitoyable. Le général Vander Smissen chargé du rétablissement de l'ordre fait tirer sur les émeutiers. Nombreux tués, plus de 200 blessés, 250 arrestations ... Les chefs de l'Union verrière sont rendus responsables de la tournure des événements et plus particulièrement de l'incendie de la verrerie Baudoux. O. Falleur, le secrétaire, X. Schmidt et 16 autres compagnons sont condamnés à de lourdes peines de prison.

D'importantes manifestations sont organisées à Bruxelles le 15 août et à Charleroi le 31 octobre 1886 pour réclamer l'amnistie de tous les condamnés – des milliers de personnes y participent. La pression populaire entraîne une loi d'amnistie. O. Falleur est

libéré mais quand il reprend ses activités syndicales, il est contraint de s'exiler aux Etats-Unis.

Des groupes entiers d'ouvriers conduits par des délégués de l'Union verrière, et en relation étroite avec les Knights of Labor, vont également gagner les Etats-Unis. Ils seront à l'origine des noms belges de plusieurs villes américaines (un Charleroi, deux Bruxelles, deux Gand, deux Anvers, un Floreffe, un New Jumez devenu « Jeannette »)

Tous ces événements vont entraîner une vertigineuse chute des adhérents de l'Union verrière. D'autres associations d'allure corporative vont se créer par la suite. En 1894, sera fondée une « Nouvelle Union verrière ».

### CONSÉQUENCES DES ÉMEUTES

L'ampleur de ce mouvement de révolte de la classe ouvrière wallonne secoua profondément le monde patronal et politique. Nul ne pouvait plus ignorer ou feindre ignorer les conditions de vie de la classe ouvrière et la nécessité d'intégrer celle-ci dans la vie de la nation.

Leurs réactions s'effectuèrent en deux étapes

1 ère étape : une répression impitoyable et un renforcement des moyens juridiques ; 2ème étape – des mesures pour désamorcer tout nouveau mouvement de contestation sociale.



C'est ainsi que fut créée une commission d'enquête sur le travail industriel et que s'amorça un travail législatif sur les questions économiques et sociales.

Par exemple l'interdiction proclamée le 31 décembre 1889 d'utiliser dans le travail industriel des enfants de moins de dix ans, de ne permettre que 12 heures de travail par jour pour les garçons de 12 à 16 ans et pour les filles de 12 à 21 ans et d'interdire le travail de nuit.

Par exemple, la prise de mesures favorisant la construction et la location d'habitations ouvrières salubres.

### LES CHEVALIERS DU TRAVAIL CHEZ LES MINEURS DE CHARLEROI

L'entrée des ouvriers mineurs dans l'ordre des Chevaliers du Travail ne connut pas les mêmes déterminants que celle des ouvriers verriers. Contrairement aux ouvriers verriers, il n'existait aucune interdépendance ou solidarité professionnelle internationale. Leurs luttes n'avaient bénéficié d'aucune solidarité de la part des Knights of Labor américains contrairement à ce qui s'était produit à l'égard de l'Union verrière en 1884.

Parmi les facteurs qui ont joué en faveur de l'adhésion des ouvriers mineurs aux Chevaliers du Travail, nous pouvons souligner l'exemple de l'Union verrière, les rapports entretenus avec Delwarte et son influence personnelle, et la nécessité d'échapper aux menaces et répressions patronales. Ont été aussi évoqués les aspects symboliques et mystérieux de l'ordre qui impressionnent des ouvriers superstitieux et souvent analphabètes.

Louis Bertrand va même souligner cet état d'esprit particulier des ouvriers mineurs en caractérisant de la façon suivante la mentalité des houilleurs de Charleroi :

L'intelligence ouvrière y est plus développée (qu'au Borinage) mais le mineur y est resté fort superstitieux, crédule. Après la chute de l'Internationale, il y eut, dans plusieurs communes de cette contrée,

un mouvement spirite très développé. Plus tard, l'organisation des mineurs prit une grande extension et on attribua ce succès aux rites en faveur dans ces groupements, qui avaient calqué leur organisation sur celle des Chevaliers du Travail d'Amérique, leur empruntant leurs formules de serment, leurs signes maçonniques, etc...

Le 3 mai 1885 à Jumet-Gohissart, Jean Callewaert invite Albert Delwarte à parler des Chevaliers du Travail et de l'Union verrière qu'il anime, cela en présence de l'organisateur américain Donney. Le jour même, les 31 camarades présents fondent la première Union des mineurs Eurêka qui adhère à l'ordre des Chevaliers du Travail.

Comme nous l'avons déjà évoqué, les Chevaliers du Travail sont organisés en société secrète formant une sorte de franc-maçonnerie pour prolétaires. Les membres s'appellent entre eux «frère» et utilisent des signes de reconnaissance. L'adhésion comporte une initiation et exige un secret absolu. Chaque membre reçoit un livret qui lui permet d'être admis en visiteur dans n'importe quelle assemblée locale.

La Chevalerie belge est symbolisée par un globe traversé par une lance - ce sont les couleurs rouge et noire qui sont brandies dans les luttes.



Malgré le secret entretenu, les principaux membres seront vite identifiés par les autorités et le patronat. Jean Callewaert sera le président de «l'Union des mineurs Eurêka» jusqu'en 1894.

Son nom connaît une transcription très variable : Calluwaert, Caeluwaert, Callewaert ... Il est né le 12 juin 1846 à Marchienne-au-Pont.

Il travaille depuis l'âge de neuf ans et va passer plus de 26 ans au fond de la mine C'est dire qu'il y a «du pain sur la planche» pour compléter ces notes sur l'histoire des Chevaliers du Travail dans le bassin de Charleroi et qu'il sera passionnant de dépouiller les archives des Chevaliers du Travail en possession du Centre d'archives du Progrès «Cercle Louis Cayenne», devenu depuis une section de l'Institut d'Histoire ouvrière, économique et sociale de Seraing.

**Le 18 août 1997 / Docteur Jacques Lemaître**

### SOCIÉTÉ

#### **UBER, RYANAIR ET CONSORTS : QUEL EST LE PROBLÈME ?**

Beaucoup de jeunes sont fans d'Uber. Uber, c'est chouette, c'est cool, c'est nouveau, ... et c'est pratique ! On prend son smartphone et on commande une course. Et ça ne coûte pas cher, moins cher en tout cas qu'un taxi "normal". A première vue ! Ces mêmes jeunes me demandent souvent pourquoi nous, syndicalistes, nous sommes contre Uber. Mais le public plus large et plus âgé a lui aussi tendance à profiter des tarifs bon marché.



Par exemple pour voler avec la compagnie Ryanair. Même des militants syndicaux achètent les billets d'avion bon marché de Ryanair. C'est vrai, le service est élémentaire, mais les billets coûtent si peu qu'il est difficile de croire qu'il est possible de voler pour un prix aussi bas. Nous pourrions citer toute une liste d'autres exemples du même genre, pensons à AirB&B, Bringr, Value Chain, Uber Eats, etc.

#### **UBER, ENTREPRISE INNOVATRICE, FRAUDE LE FISC SUR UNE GRANDE ÉCHELLE**

Uber recourt partout dans le monde à des particuliers qui ne paient pas de cotisations de sécurité sociale. C'est pour la même raison que l'entreprise fait appel à de faux indépendants. Elle met sur pied des montages dans des paradis fiscaux pour éviter ainsi de devoir contribuer au financement des équipements collectifs.

Au Royaume-Uni, le service de taxi américain Uber n'a payé que 455 euros d'impôts, alors que l'entreprise est largement bénéficiaire. Et grâce à un régime fiscal favorable aux Pays-Bas où est établi le

siège européen de la société, Uber élude le fisc dans le pays où la firme est établie.

Uber a même développé un tool internet destiné à tromper les contrôleurs (fiscaux). Cet outil, appelé Greyball, utilise notamment des données de l'application Uber pour identifier les services publics, réduisant ainsi les risques pour un chauffeur de se faire attraper.

De plus, les bas prix pratiqués par Uber ne sont qu'une façade. En effet, Uber pratique des prix variables. Résultat des courses : on paie plus en cas de demande élevée et d'offre réduite. Ce système s'appelle le 'Surge pricing'. Lors de la dernière attaque terroriste à Londres, Uber a d'ailleurs essuyé de sévères critiques pour avoir soudainement augmenté ses prix !

#### **RYANAIR PRATIQUE UNE POLITIQUE DE BAS PRIX GRÂCE À L'EXPLOITATION DE SON PERSONNEL**

Ryanair est établi en Irlande pour bénéficier de tarifs de faveur en matière fiscale et sociale. Mais la compagnie aérienne est également soupçonnée de fraude et d'organiser du faux travail indépendant.

En réalité, Ryanair applique exactement les mêmes pratiques que l'on rencontre dans le monde du transport. La compagnie inscrit son personnel en Irlande mais le fait travailler (en permanence) dans d'autres Etats membres de l'Union européenne. Normalement, elle devrait appliquer les conditions de travail et de salaire du pays où ces travailleurs sont occupés. Ce que Ryanair ne fait donc pas. Cette pratique a un nom : dumping social. La société a déjà été condamnée en France et des procédures en justice ont également été engagées dans notre pays. L'an dernier, des perquisitions ont eu lieu en Allemagne parce que la compagnie aérienne était soupçonnée d'organiser du faux travail indépendant.

Il ne faut dès lors pas s'étonner que les syndicats soient 'persona non grata' chez Ryanair. O'Leary, le grand patron de la compagnie aérienne, se flatte même de garder son entreprise "libre de toute influence syndicale" et ce, à n'importe quel prix. Les syndicalistes y sont mis à la porte, sans scrupules.

#### **IT'S THE BUSINESS MODEL THAT SUCKS! C'EST LE MODÈLE COMMERCIAL QUI NE VAUT RIEN !**

Même s'il y a de nombreuses différences entre ces 'entreprises', force est de constater que leur modèle commercial présente aussi bon nombre de points communs.

Ces entreprises parviennent à offrir des tarifs au rabais en excluant un certain nombre de 'coûts'. Elles considèrent les impôts et les cotisations sociales comme des 'coûts superflus' qui doivent être éliminés.

Si ce modèle commercial devient le modèle dominant, qui cotisera encore au financement de la sécurité sociale ? Qui paiera encore pour votre pension ? Qui paiera encore pour l'aménagement et l'entretien des routes ? Routes empruntées aussi par les chauffeurs d'Uber ... Par ailleurs, nos collègues des services publics devraient eux aussi combattre des initiatives du type Bringr, organisées par Bpost, au lieu de les saluer.

La FGTB veut préserver les services publics et sauvegarder le financement de la sécurité sociale. Pour cette seule raison déjà, nous devons combattre les Uber et Ryanair de ce monde. Une chose est certaine : vous ne me verrez jamais prendre un avion de Ryanair ou une voiture d'Uber. J'appelle tous les syndicalistes à faire de même !

**Frank Moreels (FGTB)**

---

### **JEAN ZIEGLER : « LES OLIGARCHIES FINANCIÈRES DÉTIENNENT LE POUVOIR, PAS LE MINISTRE DE L'ÉCOLOGIE »**

**POUR LE SOCIOLOGUE ET ALTERMUNDIALISTE SUISSE, LA DÉMISSION DE NICOLAS HULOT ILLUSTRE LA FAIBLESSE DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES FACE AU CAPITALISME FINANCIER GLOBALISÉ. UNE ABSENCE DE CONTRE-POUVOIR QUI ENTRAÎNE MÉPRIS DU BIEN COMMUN ET DESTRUCTION PROGRESSIVE DE LA PLANÈTE ET DE LA BIODIVERSITÉ.**

« La finance détient le pouvoir, pas le ministre de l'Écologie » De l'air irrespirable, une eau polluée, une nourriture empoisonnée... La Terre est en sursis, les hommes tombent malades, et pourtant un ministre de l'Écologie démissionne du gouvernement français parce qu'il se sent impuissant face aux lobbys. Jean Ziegler, homme politique, altermondialiste et

sociologue ne dénonce pas ces derniers qu'il appelle des « larbins » mais tout le système capitaliste, responsable selon lui de la destruction de la planète.

Vice-président du comité consultatif du Conseil des droits de l'homme des Nations unies depuis 2009 et ancien rapporteur spécial auprès de l'ONU sur la question du droit à l'alimentation dans le monde, il vient de publier le Capitalisme expliqué à ma petite fille, (éditions du Seuil, 2018).

### **QUE RÉVÈLE LA DÉMISSION DE NICOLAS HULOT SUR L'ÉCOLOGIE ET LA POLITIQUE ?**

Dans son interview à France Inter, Nicolas Hulot a prononcé une phrase-clé : « C'est un problème de démocratie : qui a le pouvoir ? » Qui, en effet, a le pouvoir dans nos démocraties ? La réponse est claire : le capital financier globalisé. Ce n'est donc pas un gouvernement qui détient le pouvoir en la matière, et encore moins un ministre de l'Écologie, aussi courageux soit-il.

### **NOS DÉMOCRATIES NE PEUVENT-ELLES DONC RIEN FAIRE CONTRE LE POUVOIR DE LA FINANCE ?**

En France, et en Europe occidentale en général, il y a un formidable mouvement pour la protection de l'environnement et des solidarités importantes dans une société civile puissante, une bonne recherche scientifique, une théorie et une pratique de l'écologie. Ce mouvement est impressionnant, mais à l'heure actuelle, il rencontre un adversaire plus puissant que lui : les maîtres du capital financier globalisé. Ce sont ces oligarchies qui gouvernent la planète. La démocratie française, comme toutes les autres, est une démocratie simulative. Elle fonctionne institutionnellement, mais elle n'a pas le pouvoir réel sur les choses essentielles, et notamment sur l'économie...

### **QUI ŒUVRE EN COULISSE ? LES LOBBYISTES DES PUISSANCES FINANCIÈRES ?**

Les lobbyistes ce sont des exécutants, des larbins. Les décisions sont prises par les oligarchies, c'est-à-dire des grandes banques ou des présidents de sociétés multinationales qui envoient ensuite des employés, des lobbyistes, pour imposer leurs points de vue et empêcher l'adoption de lois non conformes à leurs intérêts. Il y a à Bruxelles plus de 1 500 bureaux de lobbyistes.



Selon vous, ces oligarques qui dominent l'économie mondiale ont un « même aveuglement pour la planète et le sort des hommes qui y vivent ».

Oui et ils sont les véritables maîtres de la planète. Ils ont créé un ordre cannibale du monde : avec d'énormes richesses pour quelques-uns et la misère pour la multitude. Je prends un exemple : selon la FAO, toutes les cinq secondes, un enfant en dessous de 10 ans meurt de faim alors que l'agriculture mondiale pourrait nourrir normalement 12 milliards d'êtres humains, soit pratiquement le double de l'humanité. Selon la Banque mondiale, les 500 sociétés transcontinentales privées les plus puissantes, tous secteurs confondus, ont contrôlé l'année dernière 52,8% du produit mondial brut, c'est-à-dire de toutes les richesses produites en une année sur la planète.

**DANS VOTRE LIVRE LE CAPITALISME EXPLIQUÉ À MA PETITE FILLE VOUS ÉCRIVEZ QUE LES DIRIGEANTS DE CES GRANDES SOCIÉTÉS DÉTIENNENT UN POUVOIR COMME « AUCUN EMPEREUR, AUCUN PAPE, AUCUN ROI N'EN A JAMAIS DISPOSÉ DANS L'HISTOIRE DES PEUPLES ». CES SOCIÉTÉS NE SONT DONC CONTRÔLÉES PAR PERSONNE ?**

Personne. Elles échappent à tout contrôle parlementaire, étatique, onusien, syndical... Prenons l'exemple du glyphosate, le pesticide le plus utilisé en Europe, dont les rapports médicaux disent qu'il est cancérigène. L'Union européenne a prolongé son utilisation parce que les trusts agrochimiques étaient plus puissants que les Etats. Alors que c'est un produit dangereux, la France a déversé l'an dernier plus de 10 000 tonnes de pesticides sur ses terres arables, poisons qui se retrouvent nécessairement dans l'alimentation que nous consommons. Certes, le capitalisme au stade actuel est le mode de production le plus inventif, le plus dynamique, que

l'humanité ait connu. Mais les oligarchies ont une seule stratégie : la maximalisation du profit dans le temps le plus court et souvent à n'importe quel prix humain. Cela aboutit à l'affaiblissement des institutions démocratiques, à un mépris absolu du bien commun, à la destruction progressive de la planète, de la biodiversité, des forêts tropicales, des abeilles, avec l'empoisonnement des sols, de l'eau et des mers. Dès maintenant, selon l'ONU, près de 2 milliards d'êtres humains n'ont pas d'accès régulier à une eau potable non nocive.

**NOUS PARTICIPONS NOUS AUSSI À LA DESTRUCTION DE LA PLANÈTE EN CONSOMMANT AU-DELÀ DE NOS BESOINS...**

Cette société de consommation qu'on nous a imposée fait effectivement de nous des complices, comme lorsqu'on achète des vêtements fabriqués dans des conditions inhumaines au Bangladesh. Mais cette évidence se fait de plus en plus jour. Emmanuel Kant a dit « l'inhumanité infligée à un autre détruit l'humanité en moi ». Cette conscience de l'identité avec l'autre est recouverte par l'obscurantisme néolibéral qui dit que seul le marché fait l'histoire et qu'il obéit à des « lois naturelles ». C'est un pur mensonge qui anesthésie nos consciences.

**IL N'Y A DONC AUCUN ESPOIR ?**

Si, nous portons en nous le désir indéracinable d'un monde plus juste, d'une terre préservée, du bonheur pour tous. Il ne s'agit pas d'une utopie romantique, mais d'une force historique. Cette utopie augmente rapidement. Il y a trente ans on disait que la faim était une fatalité. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Tout le monde sait que la faim est due à l'action de l'homme et peut être éliminée demain. La grande question est : à quel moment, à quelles conditions



matérielles cette utopie devient réalité sociale. C'est le problème de ce que Sartre appelle l' « incarnation ». Cela s'est produit à la Révolution française. La féodalité, la monarchie, étaient destinées à l'éternité. Le 14 juillet 1789, des artisans et des ouvriers ont pourtant abattu la Bastille.

### **RÉFORMER LE CAPITALISME FINANCIER GLOBALISÉ EST-IL UNE SOLUTION POUR SAUVER LA PLANÈTE ?**

On ne peut pas humaniser, améliorer, réformer un tel système. Il faut l'abattre. Aucun des systèmes d'oppression précédent, comme l'esclavage, le colonialisme, la féodalité, n'a pu être réformé. L'oppression ne se réforme pas.

### **MAIS COMMENT METTRE FIN À UN CAPITALISME SI PUISSANT ?**

J'ai le même espoir que le poète Pablo Neruda : « Ils pourront couper toutes les fleurs mais jamais ils ne seront les maîtres du printemps ». La conscience qui revendique l'égalité et la justice, l'intérêt commun comme boussole de toute activité politique

augmente. L'espoir et l'action aujourd'hui sont portés par la société civile, faite d'une myriade de mouvements sociaux sur les cinq continents. Che Guevara écrit : « Les murs les plus puissants tombent par leurs fissures ». Et des fissures apparaissent ! Nous ne pouvons pas anticiper le monde nouveau à construire. C'est la liberté libérée dans l'homme qui le créera.

**Cécile Bourgneuf**

**(Extrait de Libération)**

## **ECONOMIE**

### **LA PLANIFICATION, UN ANGLE MORT À GAUCHE ?**

Depuis la chute du mur de Berlin, l'idée de planification économique a mauvaise presse à gauche. Or, rien, dans les faits, ne justifie un tel désaveu. On se souviendra, à ce propos, de ce

que la planification ne constitue pas une approche étrangère aux entreprises multinationales.

Ni, plus globalement, au capitalisme. Des textes anciens nous le signalent. Examinons, sans plus attendre, l'un d'entre eux.

### OMNIPRÉSENTE PLANIFICATION

« La planification est devenue, pour le système capitaliste, une nécessité. Parmi les nombreuses raisons qui peuvent être avancées pour justifier cette proposition, trois viennent immédiatement à l'esprit : celles qui tiennent à l'évolution du tissu industriel, celles qui résultent de l'internationalisation du processus de production, celles enfin qui prennent en compte l'accélération des mutations de toutes sortes » 1.



Aucun des facteurs identifiés par cette citation, vieille de quarante ans, n'a disparu. D'ailleurs, la planification est nommée comme telle par des académiques spécialistes du management.

C'est ainsi que la « planification opérationnelle » fait l'objet d'études approfondies dans le cadre des techniques de management. Un ouvrage, salué comme un classique dans le domaine, annonce clairement la couleur dans son prologue : « La stratégie d'une entreprise définit son chemin futur. Elle détermine pour les années à venir les positions de marché visées et les avantages concurrentiels de

l'offre et des ressources à construire. L'élaboration de la stratégie future forme ainsi une tâche importante» 2.

La planification constitue donc un objet d'études central dans les manuels destinés à la formation du personnel d'encadrement des multinationales. On repérera, à ce propos, une évolution syntaxique. A partir du milieu des années 1980, le terme de « management stratégique » a été préféré à celui de planification 3.

Sans trop caricaturer, l'économie moderne aurait donc été, jusqu'à cette époque, le fait d'acteurs concentrés et à ce titre, soucieux de l'organisation permanente de leurs activités alors que la complexité de ces dernières allait grandissante. Après, que s'est-il donc passé ? A-t-on oublié d'observer un retour à la bougie et au moulin à vent qui eût pleinement justifié de jeter la planification aux oubliettes ?

Bien sûr que non. La centralisation du capital s'est, au contraire, poursuivie. Elle a, du reste, été favorisée par les mêmes déterminants qu'au XIXème siècle. A savoir, la possibilité croissante d'organiser la production en monopoles, possibilité elle-même liée au développement du crédit 4.

Il y a 15 ans, les 100 premières entreprises multinationales représentaient 15% des emplois dans le monde, 12% des actifs étrangers, 12% des ventes dans le monde 5. Depuis, cette tendance s'est approfondie. En 2017, 75% des industries américaines avaient expérimenté un plus haut degré de concentration au cours des deux dernières décennies 6 .

1 François Goux, *La planification capitaliste entre les multinationales et le tiers-monde*, *Le Monde Diplomatique*, juin 1976.

2 Rudolf Grünig Richard Küh, *Procédé de planification stratégique. Analyses, options, projets*, 2ème édition, Haupt Verlag, Berne, 2018, avant-propos de l'ouvrage.

3 Rudolf Grünig Richard Küh, *op.cit*, p.11.

4 Pour plus de précisions sur les dimensions constitutives de la concentration du capital, lire Denis Collin, *Lecture du Capital de Marx*, Ed.Université Populaire d'Évreux, Évreux, 2015, pp.298-310.

5 Pierre Bauchet, *Concentration des multinationales et mutation des pouvoirs de l'État*, CNRS Editions, Paris, 2003.

### TINA EST PASSÉE PAR LÀ

La planification n'a donc jamais cessé d'exister car son support matériel (la centralisation du capital)



n'a pas disparu comme par enchantement. Comme nous l'avons vu, des traités universitaires n'hésitent, d'ailleurs, pas à faire référence explicitement à la planification mais celle-ci tend à disparaître du discours accompagnant la gestion des entreprises. Ce faisant, on ne peut plus penser cette dernière comme relevant intrinsèquement d'un exercice de planification.

Disons-le tout net. Cette occultation participe d'un projet idéologique. On doit planifier mais il ne faut surtout pas que cela se sache. Les dirigeants d'entreprises planifient de plus en plus tout en

racontant au bon peuple la fable des forces spontanées inhérentes à « l'économie de marché » et à « la libre entreprise ». L'enjeu politique relatif à cette contradiction est fondamental. Si le fonctionnement de l'économie dépend d'un exercice de planification dans un cadre où la concurrence est de moins en moins significative, l'entrepreneur n'est plus au centre du jeu. Le caractère privé de la propriété des moyens de production peut donc être légitimement questionné. Les choses n'arrivent jamais par hasard. Cette manipulation langagière est contemporaine d'un réajustement des mécanismes d'extraction de la valeur au sein des grandes entreprises.

Un mouvement de baisse des taux de profits apparaît, à partir des années 1960, au sein des principales économies occidentales. Cette baisse va s'accroître au cours de la décennie suivante. Au début des années 1980, les taux de profit en Europe et aux Etats-Unis tombent à des niveaux inconnus depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Ils se situent alors entre 14 et 15% <sup>7</sup>.

6 CNUCED, *Trade and Development, Report 2017. Beyond Austerity. Towards a Global New Deal*, United Nations, Genève, 2017, p.125

7 Gérard Duménil, Dominique Lévy, *Crise et sortie de crise*, PUF, Paris, 2000, p.35.

La réaction des classes dominantes n'a pas tardé. Elle a eu pour but de relever les taux de profit par une pression structurelle à la baisse sur les salaires. L'étalon du retour pour l'actionnaire (shareholder



## Nouvelles

value) constitue la pierre d'angle de cette reconquête capitaliste.

Son avocat le plus ardent fut Jack Welch, PDG de General Electric de 1981 à 2001. Pour rétablir la part des profits, Welch recommandait, par exemple, de se débarrasser chaque année des 10% des salariés les moins productifs. Le sentiment de peur qui résulte de ce type de pratiques joue indéniablement comme un frein aux aspirations de revalorisation salariale.

Sous la direction de Jack Welch, General Electric a joué la carte des fusions-acquisitions (plus de 600 en 20 ans) et a mis à plein sur le principe du recentrage de la compagnie sur son core business. En déléguant à des sous-traitants des activités périphériques, General Electric a supprimé 100.000 postes de travail et est devenue un donneur d'ordres susceptible de changer de fournisseur à tout moment. La chasse aux coûts était permanente.

Entretemps, Jack Welch a fait école. L'organisation de la production capitaliste s'est, en raison du recentrage des entreprises sur leurs « métiers de base », de plus en plus caractérisée par une approche en termes de chaînes de valeur. La multiplication des fournisseurs qui en a résulté a donc nécessité un grand effort de planification.

### UN MODÈLE AUJOURD'HUI EN CRISE

De telles options managériales n'eussent été possibles sans un cadre macroéconomique ad hoc. Ce dernier va, durant les années 1980, privilégier la lutte contre l'inflation qui, c'est bien connu, mange les revenus du capital. Cette réorientation s'accompagnera d'une politique de libéralisation financière.

Celle-ci va rendre possible une mise sous pression structurelle des salariés puisque la liquidité croissante des marchés financiers permet d'échanger des actifs dans des délais de plus en plus courts. « Les importantes transformations institutionnelles qu'ont connues les marchés financiers de la planète au cours des dernières années (...) ont toutes pour finalité une liquidité des titres toujours plus grande. Il s'agit d'ouvrir les marchés (...). Ce sont de véritables révolutions qui ont ainsi été déclenchées »<sup>8</sup>. Gare à l'entreprise trop peu favorable à l'actionnaire, le marché la sanctionnera vite.

Par ailleurs, la libéralisation financière va

s'accompagner d'un accroissement du crédit à la consommation. Ce dernier remplacera peu à peu les augmentations salariales comme élément permettant de soutenir la consommation des ménages.



La mondialisation des années 1990 et 2000 a amplifié ces tendances mises en œuvre une quinzaine d'années auparavant au sein des grands pays développés. Les pays qui se sont alors insérés dans les rouages de l'économie mondiale ont amené beaucoup de travailleurs et peu de capital avec eux. « Avec deux fois plus de travailleurs et si peu de modifications dans la taille du stock du capital, la proportion de ce dernier par rapport au travail a chuté de près de 50% en quelques années. (...) Puisque cette proportion détermine les rémunérations du travail et du capital, il n'est pas nécessaire d'être un génie pour repérer les répercussions de cette mutation [à la baisse] sur les salaires et [à la hausse sur] les profits »<sup>9</sup>.

Ce modèle est entré en crise à partir de l'été 2007. Ses fragilités ont été clairement identifiées. Le rôle central de la finance au sein du néolibéralisme rend ce dernier particulièrement instable. Le roulement de la dette est crucial pour que le système puisse continuer à tourner. Faire rouler sa dette équivaut à la renouveler de façon régulière puisqu'on ne peut en rembourser le principal.

Les dettes privées qui ont longtemps constitué le moteur de l'accumulation sont alors devenues un poids mort. De coûteux plans de recapitalisations des banques suivis de gigantesques dispositifs de mise à disposition de liquidités pour les marchés ont permis de limiter la casse. En dépit des promesses de régulation du secteur financier, ce dernier a continué à avancer la bride sur le cou. Cet état de choses risque de faire à nouveau problème.

Le cas des Etats-Unis est, de ce point de vue, particulièrement emblématique. La hausse de l'investissement s'y est traduite par une augmentation du prix des actifs financiers. Celle-ci s'accompagne, comme en 2007, d'une multiplication de dangereux comportements spéculatifs. Les grandes firmes empruntent à des taux bas afin de racheter leurs propres actions plutôt que d'investir dans l'accroissement de leur capital fixe. Ce type d'opérations permet d'augmenter le bénéfice par action. Hélas, des cours entretenus de façon aussi artificielle finissent tôt ou tard par s'effondrer.

En résumé, la mondialisation néolibérale est en crise. « Le système monde moderne dans lequel nous vivons ne peut se perpétuer parce qu'il (...) ne permet plus aux capitalistes d'accumuler indéfiniment du capital (...). Nous vivons (...) une crise structurelle qui se caractérise par une lutte autour des alternatives systémiques » 10.

La planification consciente et démocratique en lieu et place de la planification privée pour les actionnaires fait partie intégrante du plan de bataille.

8 André Orléan, *Le Pouvoir de la finance*, Ed. Odile Jacob, Paris, 1999, p.38

9 *The Economist*, 30 juillet 2005.

10 Immanuel Wallerstein, Randall Collins, Michael Mann, Georgi Derlugian, Craig Calhoun, *Le capitalisme a-t-il encore un avenir ?*, Ed. La Découverte, Paris, 2016, p.42.

**Xavier Dupret**  
Association culturelle Joseph Jacquemotte

### **LA FRAUDE FISCALE, PRIORITÉ DU POLITIQUE ? « UNE ESCROQUERIE INTELLECTUELLE »**

Le juge d'instruction Michel Claise participait à une conférence-débat le 13 octobre dans les locaux de la Maison de la Laïcité de Courcelles, rue Vandervelde n° 5.

**LE TITRE DE CETTE CONFÉRENCE ÉTAIT « ILS**

### **PROFITENT ... VOUS PAYEZ »**

L'évasion fiscale, on en parlera donc. Pour préparer ce débat, nous publions un article paru sur le site de la RTBF.

Panama Papers, LuxLeaks, SwissLeaks, Paradise Papers... Les scandales financiers dévoilés aux yeux du monde s'enchaînent et il faut bien le dire – se ressemblent. L'ampleur de l'évasion fiscale apparaît toujours plus importante et les réactions politiques semblent trop lentes pour enrayer la machine.

### **ALORS, POURRA-T-ON UN JOUR GAGNER LA PARTIE ?** « Je crains malheureusement que non. »

La réponse de Michel Claise fuse. Le juge d'instruction spécialisé dans la lutte contre la criminalité financière, invité de *Matin Première* ce mardi, dresse un tableau bien sombre de la lutte contre la fraude fiscale.

### **LA TAXE CAÏMAN ? 39 MILLIONS CONTRE LES 450 ANNONCÉS**

Le monde politique prend-il vraiment à bras-le-corps la question de la fraude fiscale ? Pour le magistrat, c'est non : des centaines de millions d'euros détectés restent dans la nature, faute de moyens. Pourtant, le ministre des Finances Johan Van Over-



**Vous payez**  
L'évasion fiscale, on en parle!

Conférence/débat

**Le samedi 13 octobre 2018 à 10h30**  
Avec  
**Michel Claise,**  
Juge d'instruction

  
Une organisation de l'A.S.B.L Progrès et Culture  
En collaboration avec la Maison de la Laïcité de Courcelles  
Et le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Maison de la Laïcité  
5 rue Emile Vanderveld  
6182 Souvret (Courcelle)

Editeur responsable: Robert Tangre 071/39.39.12

ndlr) depuis de très nombreuses années, et elle s'est accrue et aggravée. »

Le magistrat en veut pour preuve le montant effectivement alloué à la taxe Caïman : budgétée 450 millions d'euros, elle n'est en pratique financée qu'à hauteur de 39 millions, affirme-t-il.

### « DES DOSSIERS CLASSÉS SANS SUITE FAUTE DE MOYENS »

Les lois actuelles sont « excellentes », estime Michel Claise ; légiférer encore et toujours ne servirait à rien. Il faut renforcer les services de lutte contre la fraude, car, à l'heure actuelle, « c'est une catastrophe ».

« Nous avons dû laisser filer les truands (financiers), « les dossiers ne sont pas traités », déplore-t-il. « Les dénonciations de la cellule de traitement des informations financières – qui reçoit les déclarations de suspicion – sont classées sans suite par faute de moyens. Et donc, là, nous avons peut-être des centaines de millions d'euros qui sont détectés qui ne feront jamais l'objet de la moindre intention. »

« Grâce à la presse, grâce aux 'Leaks', on se rend compte que le phénomène qui a toujours existé est extraordinairement dangereux, mais les gens s'en rendent-ils véritablement compte ? », s'interroge Michel Claise, craignant une « lassitude » dans le chef du citoyen qui se dirait « Oui, bon, ça existe, mais finalement que peut-on y faire ? ».

### 24 MILLIARDS D'EUROS À PORTÉE... « ET ON RACLE DANS LE BUDGET ? »

Pour le juge d'instruction, l'équation est simple : plus de moyens, ce sont des milliards récupérés. « La fraude fiscale grave et organisée représente entre 6 et 7% du PIB belge actuel », chiffre-t-il. Autrement dit, sur 400 milliards de PIB, cela ferait 24 milliards d'euros récupérables.

« Et nous sommes en train de racle 4 ou 5 milliards dans le budget ; on le prend à la culture, à l'enseignement, à la justice, à la médecine, aux soins de santé, aux pensions..., s'offusque-t-il. Et, à un certain moment, cette espèce d'hémorragie continue. Et quels sont véritablement les moyens qui sont donnés pour arrêter cette hémorragie ? Ce sont quoi les moyens ? »

### POURQUOI CETTE « ABSENCE DE VOLONTÉ DE LA PART DES GOUVERNANTS » ?

Le jeu en vaudrait donc la chandelle, le retour sur investissement semble assuré. Et, malgré cela, Michel Claise constate qu'il « n'y a pas, actuellement, de la part des gouvernants une volonté réelle de lutter contre ce phénomène, qui n'est pas national mais international ».

Comment l'expliquer ? Nos hommes et nos femmes politiques voudraient-ils protéger les cols blancs ?

Pour le juge Claise, il n'y a que « deux explications » possibles : soit c'est parce que c'est trop difficile à comprendre, soit c'est qu'il y a peut-être une crainte de toucher aux entreprises belges en les confondant avec les entreprises pirates ». Entendez par là : « La crainte du chantage à l'emploi ».

« Mais est-ce que vous voulez vraiment des sociétés qui blanchissent de l'argent pour l'emploi ? C'est peut-être une belle question tragique », conclut-il.

T.Mignon avec T. Gadisseux

## ACTIVITÉ NOVEMBRE :

### LE MONDE EN ÉBULLITION: RÉVOLTES ET RÉVOLUTIONS APRÈS 1918

CONFÉRENCE-DÉBAT  
13 DÉCEMBRE 2018 | 19:00

La Première guerre mondiale a ouvert une période littéralement révolutionnaire: un peu partout dans le monde, la grande boucherie a provoqué une série de révoltes et révolutions, dont la plus connue est la révolution russe de 1917. Mais elle ne fut pas isolée et d'autres éruptions populaires ont suscité des espoirs chez les travailleurs du monde entier.

Pour évoquer cela, Progrès et Culture invite Fr. D'Agostino, historien (ACJJ)

